

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1794

Artikel: La crise financière s'arrête au seuil des Chambres fédérales : en pleine session, les parlementaires semblent ignorer la crise des marchés financiers
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012570>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La crise financière s'arrête au seuil des Chambres fédérales

En pleine session, les parlementaires semblent ignorer la crise des marchés financiers

Yvette Jaggi (22 septembre 2008)

La politique est faite de planification impossible, d'acquis jamais définitifs et d'échecs momentanés. Bref, de temporalités incontrôlables. De quoi donner aux médias une perpétuelle avance sur les parlementaires, condamnés à faire le grand écart entre les interviews au jour le jour et leurs programmes de sessions arrêtés plusieurs semaines à l'avance. C'est ainsi que pendant la présente session d'automne, les Chambres fédérales poursuivent imperturbablement l'examen de projets et rapports publiés depuis des mois et passés au crible des commissions compétentes. Après tout, mieux vaut laisser *Wall Street* et la *Bahnhofstrasse* mener seules leur propre vie, certes mouvementée par moments mais globalement prospère sur le long terme.

Jeudi dernier, au beau milieu d'une semaine de crise bancaire et boursière particulièrement aigüe, le bureau du Conseil national refuse l'urgence à une interpellation du groupe socialiste sur les conséquences économiques et sociales des événements pour la Suisse. Et, pour l'heure des questions de ce lundi 22 septembre, on ne compte, sur les 92 interrogations déposées, que trois en relation avec la crise

des marchés financiers, auxquelles M. Merz ne pourra pas répondre personnellement comme prévu.

On peut gloser sur les priorités du parlement. D'un côté, les élus s'insurgent à propos du commerce des peaux de chat ou des mises en adjudication des morceaux de viande nobles importés. Inversement, ces mêmes élus ne trouvent pas le temps d'inscrire un débat sur la première grande crise de la finance mondialisée, qui de surcroît touche la Suisse bancaire à la tête, «*l'empire aux trois clés*», surnom donné à UBS par Myret Zaki, journaliste économique au *Temps*.

Par-delà l'ironie facile, on peut supposer les véritables raisons du silence parlementaire. Elles sont d'ordre idéologique tout d'abord: les marchés financiers sont déjà suffisamment encadrés et, pour le reste, s'autorégulent par le libre jeu des risques pris par les uns et partagés avec d'autres, pour le meilleur comme pour le pire. De toute manière, l'économie réelle, américaine et mondiale ne s'en tire pas (encore?) trop mal, comme le relève le chroniqueur Beat Kappeler dans ses analyses du week-end (*Le Temps*, *NZZ*), où comme d'habitude il s'oppose au tout à l'Etat et préconise un

interventionnisme sélectif et souple.

Mais il y a sans doute aussi d'autres raisons, moins avouables, qui justifient le renoncement à tout débat parlementaire sur la crise: le sentiment d'impuissance face aux mécanismes complexes de la finance mondialisée, la méconnaissance des nouveaux produits financiers et de leurs effets, la conscience de l'inutilité d'en rajouter en matière de réactions émotionnelles et de considérations subjectives.

Au total, peut-être que le pragmatisme, forme bien helvétique de la sagesse, l'emporte une fois de plus. Inutile de s'agiter, laissons les autres paniquer, l'ordre finira bien par se rétablir autour de la moyenne. Fort bien. Mais si les banques étrangères, UBS en tête, pourront bénéficier du plan Bush à 700 milliards de dollars, la Confédération, les cantons et pas mal de villes perdront des rentrées fiscales pour près d'un milliard et demi de francs. Après une période de contribution aux recettes de l'Etat, les banques entrent dans une ère de la socialisation des pertes, déjà dénoncée dans *Domaine Public* en juillet dernier (DP 1786) et dans ce numéro.